



SOMMAIRE

	Page
Projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats : rapport du Secrétaire général (A/1850) [suite]	13

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

Projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats : rapport du Secrétaire général (A/1850) [suite].

[Point 48*]

1. Le **PRESIDENT** invite la Commission à reprendre la discussion sur la question de procédure qui consiste à savoir s'il convient d'examiner le premier point de son ordre du jour concernant le projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats.

2. M. VAN GLABBEKE (Belgique) demande qu'une rectification soit apportée au titre du projet commun de résolution présenté par le Luxembourg et les Pays-Bas relatif au projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats (A/C.6/L.172). Ce titre devrait être le suivant : « Belgique, Luxembourg et Pays-Bas : projet commun de résolution ».

La Commission accepte cette rectification.

3. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) indique que sa délégation estime que la raison pour laquelle, à la cinquième session, le Bureau a recommandé l'ajournement de la discussion¹, à savoir qu'un nombre insuffisant de gouvernements avaient présenté leurs suggestions et leurs observations, est toujours valable. Depuis l'adoption de cette décision un seul pays, l'Australie, a fait parvenir ses observations.

4. Toute discussion du projet de déclaration par la Commission risquerait de durer jusqu'en janvier. Si la Commission décidait de recommander l'adoption de ce projet par l'Assemblée générale, il est improbable que toutes les grandes Puissances votent en sa faveur, et son adoption à la majorité simple ne donnerait pas à la déclaration toute l'autorité qu'elle doit avoir. D'autre part, si la Commission décide de recommander, au lieu de la déclaration, une convention qui serait ouverte à la signature à la présente session de l'Assemblée ou à une conférence

de plénipotentiaires, cette convention obtiendrait la signature d'un nombre encore plus restreint d'Etats puisqu'il s'agirait d'un instrument liant juridiquement ses signataires. Bien que la Déclaration universelle des droits de l'homme ne fasse qu'énoncer des principes que reconnaissent déjà de nombreuses législations, le projet de convention destiné à assurer le respect de ces droits fait encore la navette entre les divers organes des Nations Unies. Même parmi les Etats relativement homogènes de l'Amérique latine, il a été difficile de faire accepter la Convention sur les droits et devoirs des Etats rédigée à la Septième conférence internationale américaine en 1933.

2. M. VAN GLABBEKE (Belgique) demande qu'une rectification soit apportée au titre du projet commun de résolution présenté par le Luxembourg et les Pays-Bas relatif au projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats ; il éprouve un certain scepticisme quant au résultat d'une discussion immédiate du projet. La délégation du Venezuela appuiera toute proposition qui ait le plus de chances de laisser l'Assemblée générale saisie du projet de déclaration sans exiger d'engagement exprès dans un sens ou dans l'autre, dans l'espoir de trouver ultérieurement une occasion de faire passer le projet dans la réalité.

6. M. BERNSTEIN (Chili) déclare que la Commission doit choisir entre discuter le fond du projet de déclaration et enterrer solennellement mais subrepticement ce projet en le renvoyant à un organe quelconque de l'Organisation, politique qui tend à devenir traditionnelle. La délégation chilienne estime que rien ne justifie un ajournement de la discussion par la Commission.

7. Le projet de déclaration a été élaboré très soigneusement par la Commission du droit international ; s'il n'est pas discuté par la Sixième Commission et adopté par l'Assemblée, l'opinion mondiale jugera que l'Assemblée a manqué à son devoir.

8. Il s'agit manifestement d'une question qui prête à controverse ; mais si les délégations renoncent à examiner des questions sous prétexte qu'elles sont délicates, une petite réunion de plénipotentiaires suffirait à les résoudre. La Commission doit essayer d'aboutir à un accord sur certains points du projet de déclaration, et à un compromis sur d'autres points.

9. Le fait que douze Etats seulement aient envoyé leurs observations ne signifie pas, comme on l'a soutenu, que la discussion soit prématurée. Les représentants à l'As-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

¹ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour, document A/1386.

semblée peuvent exposer le point de vue de leurs gouvernements respectifs plus fidèlement que ne le ferait une communication des Ministères des affaires étrangères.

10. L'Assemblée générale a non seulement le pouvoir, mais encore le devoir, de prendre une décision au sujet du projet, qui est à l'examen depuis six ans. Les petits pays attachent au projet de déclaration une valeur particulière, car ils n'ont d'autre protection que celle que leur offre le règne du droit.

11. M. LERENA ACEDEVO (Uruguay) fait observer qu'il ressort des réponses reçues de douze Etats que les difficultés sont au moins aussi grandes qu'elles l'étaient en 1949 au moment où, pour la première fois, l'Assemblée a invité dans sa résolution 375 (IV) les Etats à présenter leurs observations. Ce qu'on peut vraiment objecter, c'est que le projet de déclaration ne constitue pas une codification du droit existant — il traite en effet d'autres questions — et ne revêt pas non plus la forme d'une convention de caractère obligatoire, régissant les rapports entre Etats, puisqu'il n'offre pas au point de vue juridique le degré de précision nécessaire.

12. Il ne suffit pas d'une déclaration : il faut un véritable texte juridique. A la précédente session on a suggéré de confier la rédaction d'un texte de cette nature à la Sixième Commission, mais cette dernière n'est pas assez spécialisée pour pouvoir s'acquitter de cette tâche. Il faut espérer que de nouveaux Etats communiqueront leurs observations ; celles-ci devront être transmises pour examen à la Commission du droit international. La délégation de l'Uruguay votera pour le projet de résolution commun présenté par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.

13. M. BUNGE (Argentine) croit que le fait que l'Assemblée générale ait décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour de la Sixième Commission est une raison suffisante pour que la Commission l'examine. Si l'on voulait décider le contraire, c'était en séance plénière qu'il fallait le faire, au moment de l'examen des recommandations du Bureau de l'Assemblée (A/1950). D'autre part, M. Bunge ne voit aucune raison pour empêcher les délégations qui le désirent d'exprimer dès à présent leur point de vue sur la question, sans que cela empêche les organes des Nations Unies de continuer l'étude de la question. La délégation de l'Argentine votera contre le projet de résolution de la RSS d'Ukraine (A/C.6/L.170) pour les raisons que M. Bunge vient d'exposer et parce qu'il estime que la référence aux articles 22 et 23 du statut de la Commission du droit international n'est pas pertinente.

14. M. HOLMBACH (Suède) juge indispensable de renvoyer l'examen de cette question à la prochaine session : à ce moment, en effet, d'autres Etats auront peut-être fait parvenir leurs observations. Toutefois, ces observations, comme celles qui pourraient être communiquées par la suite, ne devraient pas être transmises pour examen à la Commission du droit international, comme le propose la RSS d'Ukraine dans son projet de résolution, car la Commission est déjà surchargée de travail. Elle a décidé d'accorder la priorité à trois des quatorze matières choisies lors de sa première session en vue d'une codification ; encore n'a-t-elle pas achevé ses travaux sur ces trois questions, les tâches qui lui ont été expressément confiées par l'Assemblée générale ayant absorbé plus de la moitié du temps dont elle disposait. M. Holmbach votera donc pour le projet de résolution présenté par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.

15. M. HERRERA BAEZ (République Dominicaine) dit

que, tout en continuant d'appuyer le projet de déclaration, la délégation de la République Dominicaine estime qu'il serait préférable de ne pas prendre de décision sur le fond même du texte avant d'avoir reçu les observations d'un plus grand nombre de gouvernements.

16. Il est indispensable d'adopter un texte qui ait toute l'autorité morale et toute la valeur juridique de la Charte des Nations Unies et qui répare les omissions de la Charte en la matière. A ce sujet, M. Herrera Báez approuve l'attitude qu'a prise Israël dans ses observations (A/1338) sur le projet de déclaration. Une déclaration vague ne saurait suffire. Les Etats d'Amérique latine ont élaboré un code des droits et des devoirs des Etats. Mais toute codification définitive devra se faire par étapes ; il faudra réunir des spécialistes et consulter les gouvernements ; il faudra aussi tenir compte de la situation mondiale et des relations existant entre les Etats. Il faudra apporter le plus grand soin au choix du texte définitif.

17. Une discussion générale sur le projet de déclaration ne permettrait pas d'aller bien au delà du point où l'on en était arrivé en 1949. Il n'y a pas grande utilité non plus à renvoyer pour examen à la Commission du droit international les observations des gouvernements, puisqu'on n'en a reçu qu'un si petit nombre. Il pourrait être utile d'adopter une résolution de procédure, où l'on n'aborderait pas le fond de la question. Aussi, le représentant de la République Dominicaine appuie-t-il la proposition qu'a présentée à la séance précédente le représentant de l'Equateur.

18. M. CASTANEDA (Mexique) déclare qu'il votera pour une discussion générale sur le projet de déclaration qui, à son avis, permettra de préciser la position des Nations Unies. Le texte actuel est excellent ; mais on peut encore l'améliorer ; il faudrait si possible, y arriver à la présente session. La raison pour laquelle les petites Puissances ont intérêt à ce qu'un tel projet soit adopté est qu'il contribuera à renforcer le principe de l'égalité juridique des Etats.

19. M. ESCUDERO (Equateur) voudrait préciser quelques points concernant la position de sa délégation. Il est convaincu qu'il faut faire figurer les droits et les devoirs des Etats dans un instrument ayant, dans le domaine des relations internationales, la force obligatoire la plus étendue. Se souvenant des très notables progrès accomplis à cet égard dans l'hémisphère occidental depuis l'adoption à Montevideo, en 1933, de la Convention sur les droits et devoirs des Etats, et tenant compte de tous les efforts accomplis dans le domaine en question par l'Assemblée générale et la Commission du droit international, la délégation de l'Equateur accueillerait volontiers une discussion immédiate du projet de déclaration si la Sixième Commission en décidait ainsi.

20. Le représentant de l'Equateur avait suggéré à la séance précédente qu'en raison du petit nombre des réponses données à la communication du Secrétaire général en date du 3 janvier 1950, de la gravité de la situation internationale actuelle et du fait que la majorité des dispositions du projet de déclaration se retrouvaient sous une forme ou une autre dans la Charte des Nations Unies, il pourrait être utile et commode d'adopter une résolution invitant les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à adresser leurs observations ; après avoir reçu les réponses de la majorité des Etats on pourrait décider de l'opportunité de poursuivre l'examen du projet de déclaration. Les petites Puissances retireraient un avantage direct de la déclaration, et M. Escudero espère en conséquence que

la plupart des Etats Membres répondront à l'invitation du Secrétaire général. La Commission du droit international serait ainsi en mesure de formuler des recommandations conformément aux articles 22 et 23 de son statut, comme le propose le projet de la RSS d'Ukraine. Ou bien on pourrait simplement approuver le projet de résolution commun présenté par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ? Reconnaître la nécessité d'une déclaration sur les droits et devoirs des Etats n'est pas incompatible avec le fait de poursuivre l'étude approfondie de la question. Puisque la Charte accorde à tous les Etats Membres une égale protection, il pourrait être dangereux de passer à l'élaboration d'un instrument ayant légalement force obligatoire qui pourrait n'être pas absolument conforme aux dispositions de la Charte. En conséquence, le meilleur parti pourrait être d'attendre les réponses que les autres Etats Membres donneront à la communication du Secrétaire général avant de poursuivre l'examen du projet de déclaration et d'envisager l'inclusion dans la Charte des principes qui y sont énoncés, comme le suggère le représentant d'Israël. Quelle que soit la décision que la Commission pourra prendre, il faut considérer le projet de déclaration comme une contribution précieuse à la définition des droits et devoirs des Etats dans le cadre de la codification du droit international.

21. M. HEALD (Royaume-Uni) déclare que tout en estimant que le meilleur moyen de régler la question serait d'accepter le projet de déclaration sous sa forme actuelle, la délégation du Royaume-Uni comprend que certaines délégations soient d'avis de laisser la question en suspens. Aussi appuie-t-elle la proposition tendant à différer l'examen du projet de déclaration tant que la majorité des Etats Membres n'auront pas fait parvenir leurs observations.

22. A ce sujet toutefois, M. Heald ne saurait, pour deux raisons, accepter la proposition de la délégation de la RSS d'Ukraine. Premièrement, il n'est pas souhaitable de renvoyer la question à la Commission du droit international puisque aucun événement essentiellement nouveau ne s'est produit depuis qu'elle s'est occupée du projet de déclaration. Deuxièmement, il paraît hors de propos de mentionner les articles 22 et 23 du statut de la Commission car ces articles ont trait à la codification et la déclaration ne met pas en jeu la codification. Cela étant, la délégation du Royaume-Uni appuiera le projet de résolution commun.

23. M. BARTOS (Yougoslavie) souligne l'importance que présente l'adoption du projet de déclaration, pour le développement de relations internationales pacifiques ; il déplore que certains membres de la Commission aient tenté de retarder une solution de la question pour des raisons de pure procédure. Les arguments, fréquemment de pure procédure, qu'on a avancés pour faire renvoyer à une date ultérieure une question de l'importance de la déclaration sont à rapprocher de l'hostilité persistante que certaines délégations manifestent à l'égard de tout instrument de ce genre. Depuis 1947 le manque de temps a été invoqué comme excuse pour ne pas examiner le projet de déclaration et, plus récemment, on a fait état de l'argument suivant lequel un très petit nombre seulement d'Etats Membres ont fait parvenir des observations écrites. L'argument temps n'est pas valable. D'autre part, à plusieurs reprises, dès 1946, on a insisté auprès des Etats Membres pour qu'ils fassent parvenir leurs observations.

24. Il ne servirait guère de consulter encore les Etats Membres. M. Bartos approuve le représentant de la Bolivie : certains Etats ont pu ne pas répondre au Secrétaire

général, soit parce qu'ils avaient déjà exposé leurs vues, soit parce qu'ils acceptent tacitement le projet de déclaration comme base de discussion, soit enfin parce qu'ils comptent expliquer leur position à la présente session.

25. La proposition qui consiste à renvoyer la question pour en poursuivre l'étude à la Commission du droit international après que de nouvelles réponses auront été reçues, n'est qu'une tentative déguisée d'abandonner sommairement cette très importante question ; le fait reflète l'hostilité avouée de certains Etats vis-à-vis du projet de déclaration. Le projet de résolution de la RSS d'Ukraine n'est qu'une nouvelle manifestation de cette attitude.

26. Le devoir clairement tracé de l'Assemblée générale est d'adopter le projet de déclaration. Comme l'indique l'alinéa a du paragraphe I de l'Article 13 de la Charte, la collaboration dans le domaine politique est étroitement liée au développement progressif du droit international et à sa codification. Le projet de déclaration offre le moyen de marquer un progrès dans les deux sens.

27. Renvoyer indéfiniment la question serait manquer à donner effet aux principes généraux énoncés à l'Article 11 de la Charte, auquel le projet de déclaration se conforme parfaitement.

28. Le moment est venu d'agir en ce qui concerne un problème aussi essentiel à la bonne entente internationale, à la liberté et aux droits des Etats grands et petits. S'il est vrai, comme la délégation yougoslave l'a dit en une autre occasion, que les déclarations à elles seules ne suffiraient pas à régir les relations entre Etats, du moins estime-t-elle qu'en adoptant le projet de déclaration, on forgerait une arme morale et politique puissante pour la défense des petites et moyennes Puissances et pour le maintien de la paix dans le monde. Aussi la délégation yougoslave s'oppose-t-elle à toute proposition qui tendrait à retirer la question de l'ordre du jour avant épuisement de la discussion. Certes, il ne sera peut-être pas possible d'adopter le projet de déclaration à la présente session et il faudra peut-être renvoyer la question à la Commission du droit international. Mais celle-ci serait certainement mieux en mesure de remplir sa tâche si les débats de la Commission mettaient clairement en lumière les vœux des Nations Unies. On ferait un grand pas en avant rien qu'en donnant cette orientation ; en outre si la Commission s'acquittait de cette partie de sa tâche, la Commission du droit international serait très probablement à même de soumettre un rapport détaillé à la septième session de l'Assemblée générale.

29. C'est pour toutes ces raisons que la délégation yougoslave a présenté le projet de résolution qui porte la cote A/C.6/L.171.

30. M. HSU (Chine) estime que le projet de déclaration devrait faire l'objet d'une discussion générale. Si on ne le discute pas, du moins souhaite-t-il qu'on ne l'abandonne pas entièrement, mais qu'on se contente d'en différer l'examen. Il est clair que si beaucoup d'Etats répugnent à s'engager dans une discussion générale, c'est en raison de la tension politique existant entre l'Est et l'Ouest. C'est un sentiment que, malgré cette tension, la délégation de la Chine ne partage pas. On s'efforce en ce moment, à la Première Commission, de parvenir à un accord sur le désarmement pour mettre un terme à la tension internationale. Pourtant, la Sixième Commission semble se refuser à fixer les principes généraux qui pourraient réduire la tension si les négociations en vue du désarme-

ment venaient à échouer. On considérera que la Commission a lamentablement échoué si elle ne se montre pas à la hauteur des circonstances.

31. Le projet de déclaration répond à un besoin nettement senti ; il est préférable à une convention multilatérale. Il exige l'appui de l'autorité de l'Assemblée générale, mais avant d'être adopté, il lui faudra être discuté et amélioré. Le représentant de la Chine espère que si la discussion est différée, ce ne sera au moins pas pour longtemps.

32. M. CHAUMONT (France) dit que sa délégation n'a pas d'idées préconçues. Elle a, bien entendu, certaines opinions déterminées, mais elle apprécie également la valeur des points de vue exprimés dans les divers projets de résolution dont la Commission est saisie.

33. Il est évident que l'inaction n'est pas l'attitude qu'il convient d'adopter car les droits et les devoirs des Etats sont aussi importants que ceux des individus. La délégation française a exprimé dès 1949 l'intérêt qu'elle portait au projet de déclaration sous réserve de quelques améliorations. Elle continue à penser, comme en 1949, que le projet de déclaration n'est qu'un texte préliminaire qui exige un examen plus approfondi de la part de l'Assemblée générale. La vraie question n'est pas l'attitude de la Commission du droit international, mais celle de l'Assemblée générale : c'est ainsi que tout en étant sensible aux arguments juridiques qui inspirent le projet de résolution présenté par la délégation de la RSS d'Ukraine, M. Chaumont combat la proposition tendant à ce que la Commission du droit international achève sa tâche conformément aux articles 22 et 23 de son statut. L'Assemblée générale n'a pas encore réglé la question de savoir si le projet de déclaration relève de la codification ou du développement progressif du droit international, si bien que l'on ne sait pas encore s'il convient d'appliquer l'article 22 ou l'article 16.

34. Par conséquent, il ne s'agit pas d'opportunité mais d'interprétation. Il incombe à l'Assemblée générale de déterminer les principes juridiques qui doivent être expressément énoncés dans le projet de déclaration et pour cela il lui faut connaître les opinions mûrement réfléchies des gouvernements. On ne saurait contraindre ces derniers, et le fait que beaucoup d'entre eux n'ont pas fait parvenir leurs observations écrites pourrait être interprété comme signifiant qu'à leur avis un examen de la question serait prématuré en l'état actuel du droit international. Du point de vue juridique, on ne peut guère attendre de résultats d'une discussion théorique, si les gouvernements n'attachent pas d'importance à une déclaration de ce genre.

35. M. Chaumont ajoute que, ce qui importe avant tout, c'est de veiller à ne renoncer à rien de ce qui, dans le projet de déclaration, offre de l'intérêt, et de rappeler aux gouvernements qu'il faut qu'ils communiquent leurs observations et suggestions. La délégation française votera donc en faveur du projet de résolution commun (A/C.6/L.172), et, pour tenir compte de l'exposé qu'il vient de faire M. Chaumont propose un amendement (A/C.6/L.173) à ce projet, qui consiste à ajouter, avant le dernier paragraphe du dispositif, le paragraphe suivant :

« *Demande instamment aux Etats Membres qui n'ont pas encore répondu aux questions posées par l'Assemblée générale dans le paragraphe 4 de la résolution 375 (IV) du 6 décembre 1949, de le faire dans les plus brefs délais possibles.* »

36. Le représentant de la France répète qu'il est sensible

aux raisons qui inspirent les autres projets de résolution, mais il s'abstiendra lorsqu'ils seront mis aux voix.

37. M. ALEMAYCHON (Ethiopie) analyse brièvement les trois tendances principales qui se sont fait jour au cours de la discussion et déclare que sa délégation appuie la proposition tendant à ouvrir une discussion générale sur le projet de déclaration.

38. L'Ethiopie est l'un des pays qui n'ont pas encore présenté d'observations écrites sur ce projet non parce qu'elle s'en désintéresse mais parce qu'elle pensait que les délégations auraient de nombreuses occasions d'exposer leurs idées au cours de la session actuelle.

39. On a dit que la situation mondiale actuelle était telle qu'elle ne permettait pas qu'une discussion sur les droits et les devoirs des Etats donne des résultats positifs, mais c'est précisément en raison de la situation anormale qui existe actuellement dans le monde qu'il est nécessaire de définir certaines normes de conduite pour les Etats. Si l'Assemblée ne discutait même pas le projet de déclaration, le monde serait déçu.

40. M. MAJID ABBAS (Irak) ne partage pas la manière de voir des orateurs qui se sont prononcés en faveur du renvoi de la discussion.

41. La Commission a indiscutablement la compétence nécessaire pour examiner les questions juridiques qui lui sont renvoyées par l'Assemblée générale. Elle en a donc le devoir. Si le projet de déclaration est encore incomplet et trop vague, la discussion permettrait d'y apporter les précisions et les modifications nécessaires. Au surplus l'argument fondé sur les tensions politiques actuelles peut être invoqué pour toutes les questions dont sont saisies toutes les commissions et ne justifie pas le renvoi de la discussion d'une question importante.

42. La Septième conférence internationale américaine a adopté sur le même sujet une convention plus complète à laquelle certains ont cependant reproché de n'avoir pas une portée assez étendue. Il vaut cependant mieux, semble-t-il, qu'un grand nombre de pays s'entendent, même de façon limitée, que de n'arriver à rien.

43. Le représentant de la France a mis en doute l'utilité de l'adoption de ce qu'il a appelé une déclaration purement théorique. Mais la discussion ne conduit pas nécessairement à l'adoption, la Commission a le choix entre diverses décisions sur ce qu'il conviendra de faire par la suite. D'autre part le fait que de nombreux Etats n'ont pas encore présenté leurs observations écrites ne constitue pas non plus un obstacle. Une opinion exprimée verbalement n'a-t-elle pas autant de valeur et n'engage-t-elle pas au même degré sans compter qu'il reste alors toujours possible de la modifier à la lumière de la discussion ?

44. Le projet de résolution présenté par la RSS d'Ukraine ne peut être accepté par la délégation de l'Irak car il ne servirait de rien de renvoyer le projet de déclaration à la Commission du droit international sans y joindre les observations de la Commission. Il n'y a aucune raison de ne pas discuter à fond le projet de déclaration et la délégation de l'Irak est prête à appuyer une motion en ce sens. Elle est également disposée à donner son appui à toute résolution qui demanderait aux Etats de communiquer leurs observations sur le projet de texte.

45. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) fait observer que la discussion a une fois de plus fait ressortir que le projet de déclaration était considéré comme un progrès important dans la voie de la codification et du développement

du droit international. En conséquence, avant d'en étudier le texte, il faudrait examiner les Articles de la Charte, entre autres l'Article 2.

46. On ne saurait contester que le texte actuel du projet de déclaration est incomplet. La grande majorité des Etats Membres n'ont pas fait connaître leurs observations à son sujet et étant donné l'importance de la question on ne peut interpréter le silence d'un pays comme une acceptation tacite du texte. La délégation tchécoslovaque estime donc qu'il vaudrait mieux ajourner le débat en attendant que de nouvelles réponses soient parvenues et que le projet ait été étudié par la Commission du droit international. M. Petrzalka votera donc en faveur du projet de résolution de la RSS d'Ukraine.

47. M. ROMERO HERNANDEZ (Salvador) conteste la valeur des principaux arguments avancés en faveur d'un ajournement de l'examen du projet de déclaration. Dès lors que l'Assemblée générale a décidé d'inscrire ce point à son ordre du jour, toutes les délégations doivent s'acquiescer de leur tâche, qui est de le discuter. Comme l'a dit un orateur précédent, le prestige de l'Organisation des Nations Unies exige qu'on poursuive l'élaboration d'un document qui touche aux intérêts et aux droits des petits et moyens Etats, encore que la nature de l'instrument à élaborer doive être décidée par l'Assemblée générale elle-même.

48. A vrai dire, l'argument de procédure qui a été présenté au cours de la 253^e séance n'est pas sans fondement. Néanmoins, si on ajournait maintenant l'examen de la question, tout progrès en la matière serait remis indéfiniment. La délégation du Salvador se prononce donc sans hésiter en faveur d'une discussion immédiate.

49. M. ZAWWIN (Birmanie) déclare qu'il n'a reçu aucune instruction précise de son gouvernement quant au point examiné. Aussi a-t-il écouté objectivement les diverses opinions exposées au cours de la discussion ; il en a conclu que l'ajournement constituerait la solution la plus sage.

50. La Birmanie est l'un des pays qui n'ont pas encore envoyé leurs observations sur le projet de déclaration, en partie parce que le texte actuel ne lui agréait pas entièrement. M. Zawwin constate maintenant que de nombreux autres Etats n'ont pas encore répondu, peut-être parce qu'il est difficile d'aboutir à un accord sur des termes juridiques ou des questions de droit. Le retard dans l'envoi des observations provient peut-être du désir des Etats en cause d'ajuster leurs conceptions et d'aboutir sur certains termes ou notions à un compromis qui soit acceptable à la grande majorité des Etats Membres. On a dit que la Sixième Commission était parfaitement compétente pour discuter le texte du projet de déclaration ; mais une telle discussion pourrait avoir le fâcheux résultat de révéler l'opposition irréductible des vues exprimées, selon la formule employée par un orateur au cours de la discussion générale en séance plénière. Par conséquent, il serait préférable d'attendre de nouvelles observations d'Etats Membres et de renvoyer ensuite l'ensemble de la question à un organisme plus restreint et de caractère plus technique, tel que la Commission du droit international, qui pourrait alors examiner et amender le projet de déclaration en tenant compte des observations reçues.

51. La délégation birmane appuiera donc toute proposition d'ajournement de la discussion, pourvu que l'effet n'en soit pas d'exclure la participation ultérieure de la Commission du droit international.

52. M. MAKTOŠ (Etats-Unis d'Amérique) répète que, de l'avis de sa délégation, il vaut mieux différer l'examen

du projet de déclaration car si cet examen se poursuivait, selon l'une des méthodes proposées au cours de la discussion, les résultats en pourraient ne pas être tout à fait conformes à l'intention des promoteurs.

53. Un point essentiel que les membres de la Commission, en leur qualité de juristes, doivent étudier à fond, c'est la nature du document. La Commission du droit international a été créée en vertu et aux fins de l'Article 13 de la Charte. Malheureusement, lorsque la Commission a abordé le projet de déclaration, elle a omis de décider de quelle partie de son double mandat — codification du droit international existant ou développement progressif du droit international — relevait la rédaction de ce texte. Si cette question avait été tranchée, la discussion en serait rendue plus aisée.

54. Pour que des dispositions lient les Etats, il faut qu'elles traduisent le droit international existant ou qu'elles soient inscrites dans une convention. Le projet de déclaration ne répond ni à l'une ni à l'autre de ces conditions ; en l'adoptant on ne ferait que nuire à l'autorité du droit international existant. De plus, un débat général, au sein de la Sixième Commission ne servirait qu'à accentuer les divergences et donc à diminuer la valeur qui est reconnue au projet de déclaration dans sa forme actuelle. Comme il est évident que certains membres de la Commission désirent vivement poursuivre ce débat, M. Maktoš souhaite que ses pronostics à cet égard ne se réalisent pas.

55. M. MOUSSA (Egypte) estime, comme le représentant du Salvador, qu'en renvoyant la question à la Commission, l'Assemblée générale a décidé qu'il y avait intérêt à la discuter. Dans une réunion d'experts telle que la Commission, il aurait dû être possible de discuter objectivement le projet de déclaration ; pourtant, tout en considérant comme des experts les membres de la Commission, le représentant du Royaume-Uni a abouti à la conclusion contraire.

56. M. Moussa ne veut pas aborder le fond de la question ; il préfère en appeler à la conscience des délégations. A ce propos, il rend hommage aux petits Etats représentés à la Commission, qui ont insisté pour obtenir une discussion approfondie de la question. On s'est demandé s'il fallait considérer le projet de texte comme une codification du droit existant. Cette question rappelle le cas des conventions de La Haye de 1899 et de 1907, ainsi que de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre. Le fait que les conventions de La Haye n'aient pas été ratifiées par certains Etats n'a pas empêché les grandes Puissances de faire connaître, au début de la première guerre mondiale, leur intention de les appliquer. Il en a été de même pour la Convention de Genève au début de la deuxième guerre mondiale. Or, on discute encore du point de savoir si ces conventions font partie du droit international. En tout cas, quelle que soit la nature du projet de déclaration, il constituerait une addition importante au code international.

57. M. Moussa appuie donc le projet de résolution yougoslave tendant à une discussion approfondie, laquelle permettrait à la Commission de savoir si les Etats qui n'ont pas encore répondu à la communication du Secrétaire général désirent présenter leurs vues. Il serait vraiment monstrueux d'ajourner la discussion d'une question aussi grave pour la seule raison que les gouvernements ont négligé de répondre. M. Moussa propose donc l'amendement suivant (A/C.6/L.174) au projet de résolution yougoslave (A/C.6/L.171) : en premier lieu, ajouter, après

le dernier considérant du projet de résolution yougoslave, le considérant suivant :

« *Considérant* que malgré le nombre réduit des Etats qui ont répondu à l'invitation de l'Assemblée, il est certain qu'un débat général sur la question dans la Commission permettra aux autres Etats de faire connaître leur point de vue »

et, en deuxième lieu, remplacer le dispositif du projet de résolution par le dispositif suivant :

« *Décide* d'ouvrir un débat général sur le projet de

déclaration sur les droits et devoirs des Etats dans le but de faire à l'Assemblée générale les recommandations qui paraîtraient nécessaires, comprenant éventuellement la communication de ce débat à la Commission du droit international. »

58. Le **PRESIDENT** propose de clore la liste des orateurs à la fin de la séance.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 heures.